L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 17 MAI 1854.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & COMP.
Éditeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUVOUR.
E. DUVERGER. S. HAMBY.
N° 53, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 17 MAI 1854.

SYMPATHIES.

La guerre entre la Russie et les puissances occidentales excite naturellement un vif intérêt de ce côté de l'Océan. Les sympathies sont partagées. Les uns forment des voeux pour le succès des alliés, les autres pour le triomphe du czar. Chacun, selon son origine, ses tendances ou ses idées du moment, penche en faveur de l'autocrate ou des gouvernements qui lui sont opposés. Les préférences personnelles ne se discutent pas, mais une chose remarquable, c'est que les sympathies du parti démocrate et même d'un nombre considérable de whigs, sont acquises aux Russes.

Nous croyons pouvoir expliquer ces tendances d'une fraction considérable du peuple américain. Les démocrates (whigs et locofocos: sont ambitieux. L'union ne leur paraît pas assez grande, et toutes les fois qu'ils trouveront l'occasion d'arrondir le territoire national, ils s'empressent d'en profiter. L'annexion est un procédé de leur invention. Ils ne prétendent pas ils incorporent. Ce ne sont pas des conquérants, ce sont des protecteurs et des amis. Sous ce point de vue, la conquête devient presque légitime, et les démocrates en sont même arrivés à la considérer comme un devoir. Ils annexeraient le monde entier aux Etats-Unis s'ils en avaient le pouvoir.

Mais la France et l'Angleterre leur portent ombrage: ces puissances ont déjà essayé plusieurs fois de s'immiscer dans nos affaires et d'imposer des bornes à l'esprit d'envahissement qui caractérise le Yankee. Elles ont vu d'un mauvais oeil l'annexion du Texas, et M. Guizot est allé à ce sujet jusqu'à parler de la nécessité d'établir en Amérique un équilibre des pouvoirs comme celui qui règne en Europe. Dernièrement encore, à propos de l'île de Cuba, la France et l'Angleterre ont proposé aux Etats-Unis de conclure avec elles un traité par lequel chacune de ces puissances se désisterait de toute prétention sur la colonie des Antilles et s'engagerait à en assurer la possession à l'Espagne. D'autres tentatives ont eu lieu plus tard: on sait même que à l'occasion du traité que l'Angleterre et la France viennent de conclure, celle-ci proposa d'étendre l'alliance offensive et défensive qui elles contractaient à toutes les questions qui pourraient désormais surgir dans l'un ou l'autre hémisphère. L'Angleterre s'y refusa pour ne pas se brouiller avec nous.

Les démocrates craignent qu'elle ne se montre plus complaisante une autre fois, et comme ils ont pour le moment jetés leurs vues sur Cuba, ils seraient fort aises que le czar réussît à battre les alliés sur la mer Noire et dans la Baltique. Ces derniers seraient alors obligés de concentrer toutes leurs forces maritimes sur ces deux points, et les flibustiers ne craignant plus une intervention importune, pourraient opérer en toute sureté un débarquement sur les côtes de Cuba.

Vous comment nous nous expliquons les sympathies dont les démocrates sont animés pour les Russes. Leur raisonnement est du reste très-exact: ils savent que si l'Angleterre, après qu'il aurait imposé leurs conditions, tourne leurs regards du côté de l'Amérique, et continuerait vis-à-vis de l'Espagne, le rôle qu'ils auraient rempli avec succès envers la Turquie.

Ces craintes ne seraient pas sans fondement, il faut en convenir, et si les démocrates apprenaient à la conquête de Cuba, nous n'oserions avancer que leurs sympathies dans la guerre qui vient de s'allumer en Europe, ne soient pour aquises à la Turquie, c'est-à-dire, à la France et à l'Angleterre.

La Turquie, en effet, ne joue ici qu'un rôle secondaire. Elle a fourni au reste d'Europe un prétexte de collision, mais il est évident que, secourue aujourd'hui, elle ne doit tout au tant que combattre sur le pavé de l'Occident. Ses protecteurs sont à cette heure les vrais maîtres à Constantinople. Ils obtiennent ce qu'ils demandent. Comment le sultan refuserait-il quelque chose à ses braves alliés? Etre en faveur de la Turquie, c'est donc avouer ses sympathies pour la France et l'Angleterre. On a vu pourquoi les démocrates ne sont pas disposés à prendre cet parti. Russes, il est vrai, sont les ennemis de la Turquie.

La démocratie ne se laisse pas facilement rebutter, et elle trouvera volontiers tout l'empire du sultan à Nicolas, si elle avait ce pouvoir et que l'autocrate prît en retour l'Italie et Cuba qu'elles quelques provinces mexicaines.

Il y a, on le voit, dans la manière dont les démocrates envisagent les conditions de la lutte, beaucoup plus d'économie que d'équité. Il est vrai que le gouvernement turc ne mérite guère plus que sympathies que le gouvernement russe. Entre le despotisme du czar et celui du sultan, il n'y a pas à choisir, ils sont également abrutissants. Mais dans le débat actuel le droit est du côté de la Turquie. Les deux puissances qui se ont venues à son secours ne le font pas des conquérants, ce sont des protecteurs et des amis. Sous ce point de vue, la conquête devient presque légitime, et les démocrates en sont même arrivés à la considérer comme un devoir. Ils annexeraient le monde entier aux Etats-Unis s'ils en avaient le pouvoir.

Mais la France et l'Angleterre leur portent ombrage: ces puissances ont déjà essayé plusieurs fois de s'immiscer dans nos affaires et d'imposer des bornes à l'esprit d'envahissement qui caractérise le Yankee. Elles ont vu d'un mauvais oeil l'annexion du Texas, et M. Guizot est allé à ce sujet jusqu'à parler de la nécessité d'établir en Amérique un équilibre des pouvoirs comme celui qui règne en Europe. Dernièrement encore, à propos de l'île de Cuba, la France et l'Angleterre ont proposé aux Etats-Unis de conclure avec elles un traité par lequel chacune de ces puissances se désisterait de toute prétention sur la colonie des Antilles et s'engagerait à en assurer la possession à l'Espagne. D'autres tentatives ont eu lieu plus tard: on sait même que à l'occasion du traité que l'Angleterre et la France viennent de conclure, celle-ci proposa d'étendre l'alliance offensive et défensive qui elles contractaient à toutes les questions qui pourraient désormais surgir dans l'un ou l'autre hémisphère. L'Angleterre s'y refusa pour ne pas se brouiller avec nous.

Les démocrates craignent qu'elle ne se montre plus complaisante une autre fois, et comme ils ont pour le moment jeté leurs vues sur Cuba, ils seraient fort aises que le czar réussît à battre les alliés sur la mer Noire et dans la Baltique. Ces derniers seraient alors obligés de concentrer toutes leurs forces maritimes sur ces deux points, et les flibustiers ne craignant plus une intervention importune, pourraient opérer en toute sureté un débarquement sur les côtes de Cuba.

Vous comment nous nous expliquons les sympathies dont les démocrates sont animés pour les Russes. Leur raisonnement est du reste très-exact: ils savent que si l'Angleterre, après qu'il aurait imposé leurs conditions, tourne leurs regards du côté de l'Amérique, et continuerait vis-à-vis de l'Espagne, le rôle qu'ils auraient rempli avec succès envers la Turquie.

Ces craintes ne seraient pas sans fondement, il faut en convenir, et si les démocrates apprenaient à la conquête de Cuba, nous n'oserions avancer que leurs sympathies dans la guerre qui vient de s'allumer en Europe, ne soient pour aquises à la Turquie, c'est-à-dire, à la France et à l'Angleterre.

La Turquie, en effet, ne joue ici qu'un rôle secondaire. Elle a fourni au reste d'Europe un prétexte de collision, mais il est évident que, secourue aujourd'hui, elle ne doit tout au tant que combattre sur le pavé de l'Occident. Ses protecteurs sont à cette heure les vrais maîtres à Constantinople. Ils obtiennent ce qu'ils demandent. Comment le sultan refuserait-il quelque chose à ses braves alliés? Etre en faveur de la Turquie, c'est donc avouer ses sympathies pour la France et l'Angleterre. On a vu pourquoi les démocrates ne sont pas disposés à prendre cet parti. Russes, il est vrai, sont les ennemis de la Turquie.

La démocratie ne se laisse pas facilement rebutter, et elle trouvera volontiers tout l'empire du sultan à Nicolas, si elle avait ce pouvoir et que l'autocrate prît en retour l'Italie et Cuba ou quelques provinces mexicaines.

Il y a, on le voit, dans la manière dont les démocrates envisagent les conditions de la lutte, beaucoup plus d'économie que d'équité. Il est vrai que le gouvernement turc ne mérite guère plus que sympathies que le gouvernement russe. Entre le despotisme du czar et celui du sultan, il n'y a pas à choisir, ils sont également abrutissants. Mais dans le débat actuel le droit est du côté de la Turquie. Les deux puissances qui s